

L'EXTRÊME DROITE S'ENRACINE DANS LE MONDE

(Novembre 2022)

Michel Rogalski

Directeur de la revue *Recherches internationales*

Aujourd'hui l'extrême droite s'empare le plus souvent du pouvoir par la voie électorale. Les putschs des colonels grecs ou des généraux brésiliens ou argentins remontent aux années soixante. Les idées de cette nébuleuse multiforme ont progressé au point de l'autoriser à penser à des alliances pour accéder au pouvoir qui devient son objectif affirmé.

Un visage modernisé et des stratégies diverses

Quel que soit son visage, l'extrême droite, presque toujours xénophobe, se nourrit des peurs, des frustrations et des précarités générées et alimentées par la crise. Elle progresse sur des sociétés fragilisées dont les repères et les valeurs sont heurtées. Les gros bataillons ne viennent plus en Europe des groupuscules violents ou paramilitaires et souvent nostalgiques du nazisme qui, tolérés ou non, perdurent encore de façon marginale et folklorique dans la vie politique. Certes, des filiations idéologiques avec cette famille politique peuvent être objectivées pour quelques dirigeants, mais pour l'essentiel le discours, les formes d'action, les milieux influencés se sont tellement modifiés qu'ils inclinent plutôt à penser en termes de ruptures que de continuités. En quelques décennies l'extrême droite a réussi à sortir d'un ghetto politique où elle avait été cantonnée et à imposer ses thèmes de prédilection dans le débat politique. Sa montée en puissance a accompagné ce qu'on a appelé le virage à droite des sociétés dont les droites se sont radicalisées au point de se rapprocher des formes les plus extrêmes.

L'évolution du parti conservateur britannique ou du parti républicain sous l'influence de Trump illustre ce type de dérive qui ouvre un champ des possibles pour l'extrême droite. Les stratégies seront diverses. Pour certains une posture d'alliance avec la droite conservatrice sera privilégiée et permettra une participation au pouvoir. Des partis de droite radicale, autrefois à la marge des scrutins électoraux, et réputés « infréquentables », deviennent désormais, par leur progression fulgurante, nécessaires à d'une droite plus classique pour exister électoralement. Pour d'autres, faute d'avoir réussi à se rendre fréquentable, la perspective tracée sera celle de la déstabilisation du système politique perçu comme obstacle à toute avancée vers le pouvoir. Là où en France, en Suède ou en Italie l'extrême droite cherchera à se « dédiaboliser » non sans succès, ailleurs avec Trump, Bolsonaro, Modi, Poutine on assistera plutôt à une fuite en avant. Mais, dans tous les cas de figure, posture d'affrontement ou participation, l'effet sera le même, celui d'une droitisaitisation de la société et du recul des valeurs progressistes. Montée des égoïsmes, repli individuel, abandon des acquis sociaux, recul des solidarités, refus des différences, recherche de boucs émissaires, traduiront le déplacement du curseur idéologique. Car il faut comprendre que cette extrême droite n'est pas sans racines culturelles historiques, au point de pouvoir animer et développer une « contre-culture ».

Le monde arabo-musulman, du Sénégal au Pakistan, soit largement plus d'un milliard d'hommes, a vu se développer en une trentaine d'années des formes d'intégrisme religieux qui s'apparentent à un fascisme vert prenant partout violemment pour cible les forces progressistes et démocratiques et ayant le projet d'imposer la prééminence de principes

théocratiques sur l'espace social et politique. En Afrique noire, les sectes évangélistes prospèrent et véhiculent des valeurs rétrogrades, tandis qu'en Amérique latine elles ont toujours été associées aux formes extrêmes des dictatures militaires ou des régimes les plus conservateurs. Nationalisme et identités religieuses et culturelles sont instrumentalisés en Inde par le gouvernement de Narendra Modi.

Des thèmes récurrents, mais jamais progressistes

Partout, ces mouvements, surfant sur l'air du temps, ont su tout à la fois faire coaguler des aspirations diverses, utiliser les techniques les plus modernes de la communication de masse et se retrouver à l'aise dans une mondialisation qu'ils leur arrivent souvent de pourfendre. Selon les pays et les situations, les thèmes seront simplifiés et caricaturés par des leaders qui ne s'embarassent pas de complexité et chercheront avant tout à déstabiliser le système politique en présentant ses élites comme incompetentes, corrompues, complices de forces obscures menaçant l'intérêt national et insensibles aux besoins du peuple. Les boucs émissaires seront vite trouvés. Ici l'immigré, là le profiteuse de l'État-providence ou le fonctionnaire, sauf s'il est policier, douanier ou soldat, car l'ordre musclé n'est jamais rejeté. Ou encore, la région pauvre et paresseuse parasitant la région riche et besogneuse sera montrée du doigt et invitée à se séparer. L'anti-fiscalisme et le rejet de l'État-providence seront mis en avant, notamment dans un continent comme l'Europe où l'État a toujours été affirmé et tenu pour responsable des solidarités nécessaires. Ailleurs, la présence d'une forte immigration habilement associée à une montée de l'insécurité, vraie ou fantasmée, sera un effet d'aubaine. Des sentiments identitaires caractériseront souvent cette mouvance. Flattés à l'échelon national, ils nourriront une forme nationaliste d'opposition à l'Europe et à la mondialisation ainsi qu'à l'idéologie qui l'accompagne, le mondialisme. Mais déclinés sur un mode régionaliste voire séparatiste, ils remettront en cause le modèle national en se jouant de l'Europe flattant les régions.

À l'évidence, ce fonds de commerce prospère. Mais centré sur des identités et des particularismes, il peine à se constituer en internationale effective à l'échelle du monde et arrive difficilement à tisser des réseaux de relations efficaces même s'il multiplie rencontres et sommets. On n'a pas vu apparaître véritablement une Internationale Brune. Mais on aurait tort de sous-estimer le rôle joué par certains États, notamment la Russie pour flatter et encourager ces mouvements. Tout autant que les maints voyages de John Bolton en Europe et ailleurs dans le monde pour favoriser un tel projet. La donne a changé. Alors que l'Union soviétique constituait un appui pour les forces progressistes, la Russie d'aujourd'hui stimule et appuie les groupes d'extrême droite. N'y voir qu'une continuité anti-systémique de l'ordre mondial conduirait à une grave bévue.

L'idéologie de l'extrême droite est finalement assez simple : il faut préserver. Qu'il s'agisse de la race, de la nation ou de la civilisation face au « barbare » qui est aux portes ou déjà à demeure ; ou bien des valeurs ancestrales menacées – travail, famille, religion –, de l'ordre établi bousculé par toute évolution de société. Il faut défendre tout cela parce qu'on s'est persuadé que c'était ce qu'il y avait de meilleur, donc de supérieur aux autres. Il faudra même lutter contre la science si elle en vient à contredire nos convictions profondes, notamment religieuses. Le recours à l'affrontement, à la tension, voire à la guerre, ou la construction de dangers, de menaces ou d'ennemis, seront systématiquement recherchés pour entretenir une cohésion sociale ou communautaire contre « les autres ». On comprend combien ces « idées », ces phobies ou ces croyances rentrent en totale opposition avec toute avancée progressiste porteuse de valeurs de solidarité et de progrès. Le choc ne peut être que frontal et sans concessions.

C'est dans la violence que la mondialisation a imposée aux peuples et aux États que réside probablement la cause principale de ce bouleversement du paysage politique. Ses effets délétères ont ravagé les souverainetés nationales garantes des protections que l'État devait à ses populations, et de la préservation des identités de chaque pays. Le spectacle de gouvernements successifs incapables d'agir efficacement sur des problèmes considérés comme essentiels et se retranchant derrière la contrainte externe pour se disculper de leur inaction ou de leur incapacité à obtenir des résultats, a créé le terreau sur lequel a germé ces postures xénophobes et identitaires. La précarité et le chômage se sont développés sur une grande échelle touchant d'abord les plus démunis et les plus exposés et affolant des classes moyennes craignant d'être happées dans le désastre. Ces dernières catégories constituent le socle le plus fidèle de cette droite extrême car elles reprochent à ceux d'en haut de donner à ceux d'en bas avec leur argent, au risque de les déstabiliser. C'est pourquoi toute solidarité et assistance sont bannies de leur horizon mental.

Des défis à la gauche

Bien qu'embarrassant à la fois la droite traditionnelle et la gauche, cette montée identitaire et xénophobe lance un défi particulier à cette dernière qui n'a pas su offrir une alternative crédible à ces bataillons ouvriers et populaires qui l'ont abandonnée. Elle n'a peut être pas pris la mesure de la portée de l'effondrement du monde soviétique qui a ouvert un boulevard à toutes les formes de conservatisme et a fait sauter maints verrous notamment par l'égalité affirmée entre nazisme et communisme. La montée des extrêmes droites en constitue un contrecoup. Elle n'a peut être pas compris que réfuter certains mots d'ordre – au nom que l'extrême droite s'en était emparés – ne pouvait que la cornériser si ces idées devenaient populaires. Très tôt l'extrême droite a su habilement faire main basse sur les thèmes de la souveraineté, de la laïcité, des migrations au point de tétaniser les forces de gauche. Elle a su leur arracher des bataillons populaires et certains de ses thèmes fondateurs. Comment par exemple faire la fine bouche sur le thème de la souveraineté ? C'est quoi le contraire ? La soumission, l'inféodation, l'abaissement, l'obéissance ? Dossier implaidable. Les sondages confirment que les thèmes préemptés par la droite séduisent les couches populaires. Faut-il leur abandonner ? La montée de l'extrême droite se constate avant tout par la montée de ses scores électoraux, donc par l'effondrement de ceux de la gauche. S'interroger sur les succès de l'une ne peut se faire sans questionner l'affaiblissement de l'autre.

L'absence de vraies réponses de la part de la gauche, au programme peu audible car insuffisamment différencié de celui de la droite et suggérant un consensus mou sur la mondialisation, la construction européenne, le social, la réponse à la crise, ont favorisé l'illusion d'un système pipé dont il fallait sortir par l'extrême droite. Celle-ci a su accueillir ces ruisseaux de mécontents et transformer leur démarche protestataire en vote de conviction et d'adhésion par définition moins versatile. Regagner ces voix, voire arrêter l'hémorragie, ne sera donc pas tâche facile. Redonner sens au clivage gauche/droite, ne pas confondre social avec sociétal, être clair sur les couches dont on défend les intérêts et intransigeants sur toute dérive xénophobe deviendront très vite des postures incontournables pour les forces politiques se réclamant de la transformation sociale.